

# Pulse, ou le réveil des pro-européens face aux populistes

Depuis janvier, des milliers de personnes se retrouvent tous les dimanches dans les grandes villes d'Allemagne pour soutenir l'idée européenne face à la progression des mouvements europhobes. Le symbole de la mobilisation de citoyens ouverts aux échanges un peu partout sur le continent

FRANCFORT - *envoyé spécial*

C'est devenu une sorte de rituel. Dimanche 30 avril, comme tous les dimanches après-midi depuis plusieurs semaines, une centaine de villes, en majorité allemandes mais aussi autrichiennes, néerlandaises et françaises, ont vu l'une de leurs places se recouvrir de drapeaux aux couleurs de l'Europe. Comme d'habitude, on y a chanté *L'Hymne à la joie*. Comme d'habitude, ceux qui le souhaitent ont pris la parole pour exprimer, sur le mode de l'espoir, de la colère ou de l'anxiété, leur attachement à l'idéal européen. Et, comme d'habitude, les organisateurs avaient soigné la mise en scène. Cette fois, ils avaient ainsi décidé d'ériger, sur chacune des places où ils s'étaient donné rendez-vous, un haut mur en carton, avant de l'abattre dans un élan joyeux afin de symboliser leur volonté de bâtir une Europe fraternelle et dressée contre les nationalismes.

Dans la foule, sur la Goetheplatz de Francfort, Daniel Röder était évidemment là. Cet avocat de 45 ans spécialisé dans le conseil aux entreprises n'imaginait pas, lorsqu'il lança, fin 2016, le mouvement Pulse of Europe, que celui-ci pourrait mobiliser, en Allemagne et ailleurs, plusieurs dizaines de milliers de personnes habitées par la même inquiétude, résumée en ces termes dans le manifeste publié sur le site du mouvement : « Si nous ne nous battons pas maintenant pour le projet d'une Union européenne forte et efficace, nous sombrerons dans le chaos. »

L'inquiétude. Daniel Röder reconnaît que c'est elle qui a tout déclenché, même si cela ne s'est pas fait en un jour. « Cela faisait déjà un moment que j'avais le sentiment que la démocratie avait un problème, raconte-t-il. On l'a vu ici en Allemagne, un pays qui va très bien économiquement, mais où se sont pourtant créés, ces dernières années, des mouvements de colère comme Pegida [contre l'immigration et l'islam]. » Sans parler de la formation d'extrême droite AfD, entrée en quelques

mois dans la majorité des Parlements régionaux, en dénonçant, après l'euro, l'arrivée massive de réfugiés.

## LE SECOND DÉPART SERA LE BON

« Puis est venu le Brexit. Ça a été un choc. Bien sûr, je savais que le Royaume-Uni avait une place particulière en Europe, mais je n'aurais jamais imaginé qu'il puisse un jour en sortir. Après cela est, il y a eu la victoire de Trump. Or, dans les deux cas, j'ai été gêné par le fait que les gens manifestent après coup. Je pensais à ce qui allait venir dans les mois suivants, aux élections aux Pays-Bas, en France et en Allemagne, avec à chaque fois la montée de l'extrême droite. C'est là que je me suis dit qu'il fallait que l'on se bouge avant car si on se réveillait après, ce serait trop tard. »

Le soir de l'élection de Donald Trump, Daniel Röder sent que le moment est venu. « On en a longuement discuté avec ma femme. Et on a eu une idée : envoyer un email à nos contacts, en leur demandant de le diffuser eux-mêmes de leur côté, pour proposer à ceux qui partageaient les mêmes sentiments de se réunir. » Le rendez-vous aura lieu le 27 novembre, et l'adresse, au cœur de Franc-

fort, ne sera pas choisie au hasard : rue de Paris, près du café Liebe, Laube, Hoffnung (« amour, tonnelle, espoir »), à l'entrée d'un vaste espace vert baptisé « Jardin de l'Europe ». « Ce premier rassemblement n'a pas été un succès monstre, reconnaît Daniel Röder. Mais, alors qu'il faisait nuit et qu'il pleuvait, nous avons quand même été 200, ce qui n'était pas si mal. Alors nous nous sommes dits : Laissons passer les fêtes – ce n'est pas une période où les gens ont la tête à manifester – et donnons-nous quelques semaines pour nous organiser et relancer vraiment les choses à la rentrée. »

Ce second départ sera le bon. A partir de la mi-janvier, dimanche après dimanche, le mouvement s'étend à d'autres villes, avec chaque fois davantage de monde. A Berlin, par exemple, ils sont moins de 300, le 5 février, à se retrouver autour de la statue de Schiller, sur Gendarmenmarkt. Un mois plus

tard, à trois jours des législatives néerlandaises, ils sont près de 5 000. Pour arriver à cela, Daniel Röder explique que « le rôle des réseaux sociaux aura été essentiel » pour le bouche-à-oreille. « Pour qu'un tel mouvement prenne, il faut un peu d'organisation au sommet mais il est surtout important de déléguer, les gens doivent se sentir libres. »

## « OUVRIR UN GRAND DÉBAT »

A ses yeux, le succès du mouvement tient aussi à sa distance vis-à-vis des partis politiques et des institutions européennes. « Nous sommes des avocats de l'idée européenne mais pas de l'Union européenne telle qu'elle fonctionne aujourd'hui, en passant son temps à s'occuper de détails absurdes, alors qu'elle devrait se concentrer sur des sujets essentiels, tels que le climat, la sécurité ou les migrations, précise-t-il. Notre objectif est d'ouvrir un grand débat sur l'avenir de l'Europe en faisant pression sur les partis traditionnels pour qu'ils arrêtent de raisonner dans les vieux cadres nationaux. Nous sommes à un tournant de notre histoire, un tournant qu'il faut prendre collectivement, Allemands, Français, Belges, Italiens, etc. Sinon, nous irons tous droit dans le mur. » Quand on lui demande ce qui le conduit à défendre l'Europe avec une telle passion, Daniel Röder avoue avoir du mal à répondre. Fils d'enseignant et petit-fils d'agriculteur, il dit n'avoir « jamais été engagé politiquement ». L'Europe, pour autant, lui a toujours semblé devoir être une cause à défendre. « Quand on a eu l'euro, j'étais enthousiaste, presque comme un gamin », se souvient-il.

En y réfléchissant, il se dit que la réponse est peut-être à chercher du côté de Fulda, la ville où il a grandi, du temps de la guerre froide, située alors à quelques kilomètres de la frontière est-allemande. « C'est peut-être de là que tout vient. Cette expérience de la séparation, ce souvenir d'avoir connu un pays coupé en deux, à l'intérieur d'une Europe elle-même coupée en deux, tout cela explique sans doute pourquoi je ne peux pas supporter l'idée que mes enfants vivent dans une Europe où on referme les frontières et où les peuples

se replient sur eux-mêmes », explique Daniel Röder, dont la seule coquetterie visible est un discret bracelet en tissu du même bleu que celui du drapeau européen. ■

THOMAS WIEDER

**« NOUS SOMMES À UN TOURNANT DE NOTRE HISTOIRE, UN TOURNANT QU'IL FAUT PRENDRE COLLECTIVEMENT (...) »**

**SINON, NOUS IRONS TOUS DROIT DANS LE MUR »**

DANIEL RÖDER  
fondateur de Pulse of Europe

# De jeunes Hongrois en lutte contre la dérive europhobe d'Orban

Des diplômés de retour au pays viennent de créer Momentum, un mouvement politique qui critique le nationalisme du premier ministre

BUDAPEST - *envoyé spécial*

Si la ressemblance avec Viktor Orban au même âge saute aux yeux, même si ça l'énerve qu'on le lui fasse remarquer. Comme l'actuel premier ministre ultraconservateur hongrois à la fin des années 1980, Andras Fekete-Gyor a pourtant bien une barbe de trois jours, les cheveux d'un brun profond et il a étudié le droit avant de se lancer dans l'activisme politique. Et, à 28 ans seulement, il veut montrer « au peuple qu'il ne faut pas avoir peur du système ».

Sauf que vingt-sept ans plus tard il ne s'agit plus de lutter contre le système communiste, mais contre Viktor Orban, qui a abandonné ses valeurs libérales d'antan depuis qu'il est devenu premier ministre, en 2010, et multiplie les atteintes à l'Etat de droit et les attaques anti-européennes. Président et fondateur du nouveau mouvement Momentum, Andras Fekete-Gyor se revendique, lui, farouchement pro-européen, au point d'organiser une manifestation pour soutenir l'Union européenne (UE), lundi 1<sup>er</sup> mai. Elle a réuni, à Budapest, plusieurs milliers de personnes qui ont brandi des drapeaux étoilés et scandé – gentiment –

« Europa! Europa! Europa! ».

« Nous sommes un peu le mouvement Erasmus, fait de connexions internationales et européennes », explique le diplômé, qui a participé à un échange universitaire en Allemagne et a travaillé ensuite à la Chambre de commerce internationale, à Paris, au Parlement européen, à Bruxelles, et au Bundestag, à Berlin. « J'ai voté pour Orban en 2010, mais j'ai été très déçu quand il s'est mis à changer la Constitution et la loi sur les médias. Mais c'est à Paris, en 2014, que j'ai réalisé que j'avais une responsabilité en Hongrie », assure ce fils d'une famille aisée, plutôt proche du Fidesz, le parti au pouvoir. Son père est le directeur du fonds public de garantie bancaire.

« Ni de droite ni de gauche »

Avec quelques connaissances au même parcours international, il fonde Momentum début 2016 et revient en Hongrie pour en prendre la présidence, à l'été. L'association se fera connaître en organisant une pétition contre l'organisation des Jeux olympiques de 2024 à Budapest. Ce sera un succès : plus de 200 000 personnes la signent. Contraint d'organiser un référendum, le gouvernement préfère retirer la candidature de la capitale hongroise, en février.

Momentum annonce dans la foulée sa transformation en parti politique en vue des législatives de 2018. Ses locaux ne sont encore qu'une grande cave du centre de Budapest, où règne un joyeux capharnaüm de tracts et de canettes vides, autour d'un baby-foot. Tout comme Emmanuel Macron, Andras Fekete-Gyor se proclame « ni de droite ni de gauche ». Son programme est encore flou, mais une chose est sûre, il sera farouchement pro-européen, alors que Viktor Orban multiplie les attaques contre Bruxelles, accusée notamment de vouloir imposer l'arrivée de migrants dans le pays.

« Nous avons un premier ministre qui dit des choses fausses sur l'UE, qui refuse clairement les principales valeurs européennes et qui ne veut pas coopérer sur la crise migratoire, alors même que les contribuables européens ont tant donné d'argent pour la Hongrie. Il faut que l'UE soit beaucoup plus dure. Dans une communauté, on doit coopérer, explique le jeune homme, qui parle un anglais parfait, et dont la compagne est française. Tout ne marche pas parfaitement dans l'UE, mais, si vous voulez la réformer, il vaut mieux être constructif. »

Lui pense que la Hongrie pour-

rait largement accueillir le quota de 1 200 migrants que la Commission européenne aurait voulu envoyer dans le pays, mais que Viktor Orban a toujours catégoriquement refusé. Il est aussi favorable au mariage gay ou à la légalisation du cannabis thérapeutique.

Si le mouvement Momentum a prouvé sa capacité de mobilisation de la jeunesse urbaine et éduquée, souvent très déçue par les partis d'opposition traditionnels, il doit encore faire ses preuves dans le reste du pays, toujours largement acquis au Fidesz. « Momentum ne se rend pas compte à quel point les gens sont pauvres ici. Il n'y aura pas de vrai changement sans eux », explique Marton Gulyas, un autre militant anti-Orban, plus marqué à gauche et condamné à 300 heures de travail d'intérêt général pour avoir lancé de la peinture contre la présidence de la République lors d'une manifestation, en avril.

Il se montre aussi sceptique sur le rôle d'éventuelles sanctions européennes contre les dérives d'Orban sur l'Etat de droit. « L'UE ne peut pas résoudre nos problèmes de culture démocratique, ce serait un désastre si elle tentait de nous sauver de notre propre gouvernement. C'est aux Hongrois de se défendre eux-mêmes. » ■

JEAN-BAPTISTE CHASTAND

## A l'ouest comme à l'est, la petite revanche du drapeau bleu aux douze étoiles

Honni par les adversaires de l'UE, l'étendard européen est devenu le signe de ralliement de la génération Erasmus qui veut défendre les valeurs et les acquis de décennies de vie commune

Jusqu'ici, il était surtout cantonné aux façades des bâtiments officiels. On passait devant sans le voir ou lui accorder d'attention. Depuis quelques mois, il est devenu un signe de ralliement un peu partout en Europe. Le drapeau européen, avec ses douze étoiles sur fond bleu, a en effet été brandi successivement dans les rues de Varsovie, Londres, Berlin, Bucarest, Paris ou Budapest par une génération Erasmus, jeune et diplômée, qui voulait exprimer le même message, mais avec des nuances selon les capitales : oui, l'Europe attire, et il faut la défendre face à la montée de l'euroscpticisme et du populisme.

Dès le printemps 2016, l'opposition polonaise avait ainsi organisé un vaste mouvement de

testation contre les ultraconservateurs au pouvoir, au nom de l'Europe. Le 7 mai, 240 000 personnes ont défilé dans les rues de Varsovie pour protester contre le gouvernement et exprimé leur soutien à la procédure pour infraction de la Commission européenne engagée après de multiples atteintes à l'Etat de droit.

Cet hiver, le drapeau européen était aussi largement brandi dans les gigantesques manifestations en Roumanie. Pour la jeunesse éduquée et ouverte qui protestait contre l'affaiblissement de la lutte anticorruption par le gouvernement social-démocrate à peine constitué, il était le sym-

**L'Europe est  
passée du statut**

**d'acquis présumé  
irréversible  
à celui d'alliance  
en danger**

bole de l'indépendance de la justice, largement considérée comme un acquis de l'adhésion à l'UE, obtenue en 2007.

Au Royaume-Uni, il est naturellement devenu l'étendard des opposants au Brexit lorsqu'ils sont descendus dans la rue, en mars, juste avant l'activation de la procédure de sortie. Depuis, des groupes – encore discrets – s'amuse à l'accrocher le long des autoroutes pour marquer leur attachement à l'UE. En Allemagne, ils sont désormais plusieurs

milliers à se réunir tous les dimanches dans les grandes villes pour apporter leur soutien à l'UE.

Et une nouvelle opposition, farouchement pro-européenne, apparaît en Hongrie. Elle a fait descendre, lundi 1<sup>er</sup> mai, près de 10 000 manifestants dans les rues de Budapest. Ils ont brandi des drapeaux européens pour s'en prendre à Viktor Orban. Le premier ministre ultraconservateur a lancé en avril une consultation nationale intitulée « Stoppons Bruxelles », et il critique de plus en plus durement l'UE, même s'il

n'a jamais voulu en sortir. Dans tous ces pays, l'Europe est passée du statut d'acquis présumé irréversible à celui d'alliance en danger. Le Brexit, salué par Donald Trump alors lui-même en campagne, a été un électrochoc, suivi des élections autrichiennes et néerlandaises qui ont placé des candidats anti-européens d'extrême droite à des niveaux record, même s'ils n'ont finalement pas obtenu la victoire qu'ils espéraient. Pendant la campagne des législatives néerlandaises, en mars, plusieurs groupes de citoyens ont ainsi monté des campagnes en ligne pour contrer, avec succès, les arguments du populiste Geert Wilders, notamment sur son projet de « Nexit ».

#### Nouvel activisme

Le plus inattendu est que cette mobilisation pro-européenne se fait en dehors des partis de gouvernement traditionnels. Souvent tétanisés par la montée des populismes, ils ont eu tendance ces dernières années à négliger leur engagement européen historique par crainte de perdre des voix. Dans ce cadre, la campagne d'Emmanuel Macron, qui assume ce clivage avec les eurosceptiques, fait figure d'exception. Et n'est pas passé inaperçue au sein de ces mouvements émergents.

Le candidat d'En Marche ! a lui aussi fait du drapeau européen un symbole de sa campagne face à Marine Le Pen. Largement distribué à l'entrée des meetings, il apparaît sur toutes les photos. A l'in-

verse, le vice-président du Front national, Florian Philippot, a qualifié sur Twitter le drapeau de « torchon oligarchique », et Marine Le Pen a demandé qu'il soit retiré des plateaux télé où elle était interviewée. L'Europe, qui est devenue le grand sujet de l'entre-deux-tours, pourrait être la principale raison de la défaite de Marine Le Pen dimanche, si les sondages se confirment.

Pour la politologue allemande Sandra Eckert, ce nouvel activisme traduit « une politisation des thèmes européens » qu'elle salue. « Longtemps, l'Europe a été un sujet pour les beaux discours. Cela a changé substantiellement dans les dernières années. L'intérêt pour l'Europe est devenu plus important, les médias couvrent beau-

coup plus l'UE et la situation dans les Etats membres », notamment avec la crise de l'euro, explique-t-elle dans un entretien à la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*.

Tous les sondages montrent que l'attachement à l'Union européenne est en hausse depuis le Brexit. Les Européens considèrent ainsi à 57% que l'appartenance à l'UE est une bonne chose, soit 4 points de plus qu'en septembre, selon le baromètre du Parlement européen publié le 27 avril. Seuls 14 % d'entre eux considèrent que c'est une « mauvaise chose ». ■

JEAN-BAPTISTE CHASTAND

## Gina Miller, figure de proue des anti-Brexit issus de la société civile

Cette experte en finance, conspuée par les milieux europhobes, mène la lutte contre la sortie de l'UE, que la première ministre britannique a enclenchée en mars

### PROFIL

LONDRES - correspondant

La passionaria anti-Brexit aime les émotions fortes : parachutisme, voitures rapides et... politique. Seule contre tous, Gina Miller a déjà fait trembler le royaume. En novembre 2016, la Haute Cour de Londres lui a donné raison en exigeant que le Parlement de Westminster débattre et vote sur l'engagement du divorce avec l'Union européenne. En janvier, la Cour suprême, imprudemment saisie en appel par Theresa May, avait confirmé.

Pour les Britanniques que le Brexit inquiète et qui n'ont guère de porte-parole, elle est devenue une héroïne. Pour les autres, une « saboteuse » dont les tabloïds ont foncé la couleur de peau sur les photos pour souligner ses origines étrangères. Les lettres d'injures, les appels racistes et les menaces de mort n'ont pas cessé depuis. Gina Miller, élégante mère de famille de 52 ans, fait l'objet d'une protection policière spéciale, elle qui dit n'avoir qu'un but : défendre la souveraineté parlementaire et empêcher un « hard Brexit » qu'elle juge catastrophique pour le pays.

Bouc émissaire désigné par la presse europhobe, elle se dit « stupéfaite » du torrent de haine déclenché par ses apparitions, « surtout ces lettres bien écrites sur du

joli papier par des gens éduqués » qui lui reprochent d'être « métisse », la traitent de « primite » ou de « prostituée ». Le 2 mai, Rhodri Philipps, un aristocrate qui se fait appeler « vicomte de St Davids », a comparu au tribunal pour avoir, sur Facebook, offert « 5 000 livres à la première personne qui écrasera "accidentellement" cette putain d'immigrée de la première génération » et suggéré de la « renvoyer dans sa jungle puante ».

#### Ideaux civiques

Gina Miller, née au Guyana, a suivi des études de marketing à Londres. « J'ai été élevée dans une famille où on parlait de justice sociale et de politique », dit cette femme dont l'apparence frêle masque une volonté de fer. Elle se dit « dotée d'une invisible armure » et « très bonne pour survivre ». Gestionnaire d'un fonds d'investissement avec son époux, elle s'est fait connaître à la City pour des campagnes dénonçant les frais financiers cachés et les coûts de gestion excessifs dans le secteur de la philanthropie. Ceux qui ont cru que ces bagarres puis sa bataille contre le Brexit relevaient de la communication ont été pour leurs frais. Riche, elle dit vouloir mettre son argent au service des idéaux civiques transmis par ses parents.

Balayant les scepticismes – son recours en Haute Cour n'a abouti

qu'à un vote parlementaire massif favorable à Theresa May –, elle s'exprime sur un ton passionné en invoquant son « devoir ». Plutôt que disparaître après avoir gagné un procès sur lequel aucun politique n'aurait misé un penny, la voilà qui récidive. A l'en croire, la décision surprise de Theresa May de provoquer des législatives anticipées le 8 juin offre une opportunité de « débarrasser le Royaume-Uni de la folie d'un Brexit dur, voire du Brexit lui-même ».

Elle qui excluait récemment d'entrer en politique – elle est simple adhérente du Parti travailliste – a franchi le pas. Elle a recueilli en quelques jours sur Internet 359 000 livres (420 000 euros) en faveur du groupe Best for Britain (« le meilleur pour la Grande-Bretagne ») qu'elle vient de fonder. « Les conservateurs vont gagner ces législatives, reconnaît-elle en citant les sondages. La seule chose que nous puissions faire est de limiter leur majorité. »

#### « Au-delà des étiquettes »

Les fonds sont destinés à « donner le coup de pouce décisif aux candidats qui promettent d'exiger un "véritable vote" » sur l'accord final avec l'Union européenne. Il s'agit aussi d'inciter les jeunes – largement pro-UE – à voter. Best for Britain promeut le vote tactique, c'est-à-dire le choix du candidat le

mieux placé pour battre les « hard brexiters », même s'il n'appartient pas à votre parti préféré.

Une spécialiste de la finance lançant un mouvement censé transcender les partis à la veille d'élections cruciales... Gina Miller ne répute pas le parallèle avec Emmanuel Macron : « Regardez ce qui se passe en France, les gens se rassemblent au-delà des étiquettes politiques ! » Elle dément les rumeurs – qu'elle contribue à répandre – sur sa candidature dans la circonscription de M<sup>me</sup> May. Brigrue des suffrages ? « Je dis "pas maintenant", mais pas "jamais" ». Pour l'heure, l'essentiel est ailleurs : le référendum sur la sortie de l'UE n'a pas donné à M<sup>me</sup> May un mandat pour un « Brexit à tout prix », et « signer un chèque en blanc sur un accord avec l'UE dont les termes restent à négocier contrevient aux principes démocratiques ».

Selon l'énergique femme d'affaires, les Britanniques se retourneront contre le Brexit lorsque ses dégâts économiques se feront sentir. Déjà, ceux qui regrettent le divorce avec Bruxelles sont plus nombreux que ceux qui l'approuvent, a indiqué pour la première fois un sondage fin avril. Inquiète, la militante pro-européenne le jure : le coup de semonce à Theresa May aux élections de juin, « c'est notre dernière chance ». ■

PHILIPPE BERNARD